

برنامج
الأغذية
العالمي



Programme
Alimentaire
Mondial

World
Food
Programme

Programa
Mundial
de Alimentos

**Session annuelle
du Conseil d'administration**

Rome, 4–8 juin 2012

QUESTIONS D'ADMINISTRATION ET DE GESTION

**Point 13 de l'ordre du
jour**

*Pour information**



Distribution: GÉNÉRALE
WFP/EB.A/2012/13-B
20 avril 2012
ORIGINAL: ANGLAIS

MISE À JOUR SUR L'ACHAT DE PRODUITS ALIMENTAIRES PAR LE PAM

* Conformément aux décisions du Conseil d'administration sur la gouvernance approuvées à la session annuelle et à la troisième session ordinaire de 2000, les points soumis pour information ne seront pas discutés, sauf si un membre en fait la demande expresse, suffisamment longtemps avant la réunion, et que la présidence fait droit à cette demande, considérant qu'il s'agit là d'une bonne utilisation du temps dont dispose le Conseil.

Le tirage du présent document a été restreint. Les documents présentés au Conseil d'administration sont disponibles sur Internet. Consultez le site Web du PAM (<http://executiveboard.wfp.org>).

NOTE AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le présent document est soumis au Conseil d'administration pour information.

Le Secrétariat invite les membres du Conseil qui auraient des questions d'ordre technique à poser sur le présent document à contacter les fonctionnaires du PAM mentionnés ci-dessous, de préférence aussi longtemps que possible avant la réunion du Conseil.

Directeur, ODP*: M. F. Curran tél.: 066513-2408

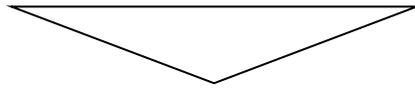
Chef, ODPF**: M. J. Keulemans tél.: 066513-2190

Pour toute question relative à la disponibilité de la documentation destinée au Conseil d'administration, prière de contacter Mme I. Carpitella, Assistante administrative principale de l'Unité des services de conférence (tél.: 066513-2645).

* Division des achats

** Service des achats de produits alimentaires

PROJET DE DÉCISION*



Le Conseil prend note du document intitulé "Mise à jour sur l'achat de produits alimentaires par le PAM" (WFP/EB.A/2012/13-B).

* Ceci est un projet de décision. Pour la décision finale adoptée par le Conseil, voir le document intitulé "Décisions et recommandations" publié à la fin de la session du Conseil.

FAITS ET CHIFFRES

- En 2011, le PAM a acheté 2,4 millions de tonnes de produits alimentaires, d'une valeur de 1,23 milliard de dollars É.-U., dans 87 pays. Sur ce total, 71 pour cent, soit une valeur de 870 millions de dollars, ont été achetés dans 70 pays en développement et les 29 pour cent restants, d'une valeur de 362 millions de dollars, ont été achetés dans des pays développés. Sept pour cent du total des produits alimentaires achetés l'ont été avec des contributions assorties d'une restriction imposant l'achat dans le pays donateur, et 22 pour cent ont été achetés dans des pays développés car il s'agissait de la meilleure option commerciale.
- Le volume des achats d'aliments composés enrichis et de biscuits enrichis dans les pays en développement est passé de 20 000 tonnes en 2000 à 181 000 tonnes en 2011, ce qui représente 52 pour cent des achats d'aliments composés.

TABLEAU 1: ACHATS DE PRODUITS ALIMENTAIRES PAR LE PAM EN 2011, PAR CATÉGORIE DE PAYS, SELON LA CLASSIFICATION ÉTABLIE PAR LE COMITÉ D'AIDE AU DÉVELOPPEMENT				
Catégorie de pays	Quantité (en tonnes)	Quantité (en %)	Valeur (en dollars)	Valeur (en %)
Pays les moins avancés	632 411	25,97	267 378 292	21,70
Pays à faible revenu ⁱ	66 446	2,73	27 230 300	2,21
Pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure ⁱⁱ	656 697	26,97	378 470 396	30,72
Pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure ⁱⁱⁱ	383 308	15,74	196 615 152	15,96
Pays développés	696 339	28,59	362 337 637	29,41
TOTAL	2 435 202	100,00	1 232 031 777	100,00
Catégories regroupées				
Pays les moins avancés/pays à faible revenu	698 857	28,70	294 608 593	23,91
Pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure/pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure	1 040 005	42,71	575 085 548	46,68
Total partiel	1 738 863	71,41	869 694 141	70,59
Pays développés	696 339	28,59	362 337 637	29,41
TOTAL	2 435 202	100,00	1 232 031 777	100,00

ⁱ Revenu national brut par habitant <1 005 dollars en 2010

ⁱⁱ Revenu national brut par habitant situé entre 1 006 dollars et 3 975 dollars en 2010

ⁱⁱⁱ Revenu national brut par habitant situé entre 3 976 dollars et 12 275 dollars en 2010

TENDANCES DES ACHATS DE PRODUITS ALIMENTAIRES

- C'est en Asie que le PAM a acheté le plus de vivres, tant en valeur qu'en volume.

4. Le Pakistan est le pays en développement auquel le PAM a acheté le plus gros volume de produits alimentaires (202 000 tonnes), et l'Indonésie celui auquel le PAM a acquitté le plus gros montant pour l'achat de vivres (118 millions de dollars). Le tableau 2 énumère les 20 principaux pays en développement dans lesquels le PAM a acheté des produits alimentaires en 2011.

TABLEAU 2: 20 PRINCIPAUX PAYS EN DÉVELOPPEMENT DANS LESQUELS LE PAM A ACHETÉ DES PRODUITS ALIMENTAIRES EN 2011

Pays	Valeur (en dollars)	Pays	Valeur (en dollars)
1. Indonésie	117 984 471	11. Soudan	21 573 616
2. Pakistan	80 211 407	12. Yémen	21 127 301
3. Inde	75 841 675	13. République-Unie de Tanzanie	20 030 782
4. Turquie	56 367 966	14. Ouganda	18 538 048
5. Afrique du Sud	53 360 597	15. Myanmar	17 238 488
6. Éthiopie	42 684 636	16. Argentine	15 470 025
7. Malawi	40 031 321	17. Égypte	13 782 524
8. Brésil	27 448 586	18. Kazakhstan	12 866 352
9. Honduras	23 782 467	19. Viet Nam	12 149 643
10. Kenya	22 867 269	20. Ukraine	12 017 130
TOTAL – 869 694 141 dollars			

CONJONCTURE DU MARCHÉ

5. En 2011, les prix des produits alimentaires ont atteint leur plus haut niveau en douze ans. Comme l'indique l'indice des prix des produits alimentaires de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), les prix de 2011 étaient supérieurs de 26,5 pour cent à ceux de 2010, et de 21,6 pour cent à ceux de 2008, qui constituaient le précédent pic atteint.



6. L'augmentation des prix a eu des répercussions sur le pouvoir d'achat du PAM. En 2011, celui-ci a dépensé 1,23 milliard de dollars pour acheter 2,4 millions de tonnes de produits alimentaires, alors qu'en 2010 il avait dépensé 1,25 milliard de dollars pour acheter 3,2 millions de tonnes de vivres.
7. Le prix des céréales, qui ont représenté 72 pour cent des produits alimentaires achetés, est resté élevé en 2011: ont principalement été achetés du blé (43 pour cent) et du maïs (24 pour cent).
8. Pour l'essentiel, le blé acheté provenait de pays de la Communauté d'États indépendants et de la région de la mer Noire. Le reste venait en grande partie du Brésil (un nouveau marché du blé pour le PAM), de l'Inde et du Pakistan. Les cours du blé ont légèrement fléchi au deuxième semestre de 2011, du fait des bonnes récoltes dans la Communauté d'États indépendants, de la levée des interdictions frappant les exportations en Fédération de Russie et en Inde, et des importants excédents produits au Brésil.
9. L'augmentation de la demande de maïs alors que l'offre de cette céréale garantie non génétiquement modifiée était limitée a contribué au maintien de prix exceptionnellement élevés tout au long de l'année. Les 410 000 tonnes achetées provenaient de pays en développement et étaient principalement destinées à des bénéficiaires en Afrique. Le Malawi et la Zambie, auprès desquels le PAM ne s'approvisionne généralement pas à des fins d'exportation, sont entrés sur le marché en tant que fournisseurs de maïs non génétiquement modifié. Dans la mesure du possible, du sorgho a été acheté pour la corne de l'Afrique, afin de compenser la pénurie de maïs.
10. Le volume des achats d'aliments composés est resté stable en 2011, mais plus d'importance a été accordée à des produits tels que le Supercereal Plus (mélanges maïs-soja et blé-soja enrichis et améliorés), conçus pour les enfants de moins de 2 ans. Les achats de mélange maïs-soja enrichi et amélioré sont passés de 1 000 tonnes en 2010 à 14 000 tonnes en 2011.

RÉPARTITION DU PERSONNEL CHARGÉ DES ACHATS

11. Fin 2011, le PAM comptait parmi son personnel chargé des achats 34 fonctionnaires internationaux du cadre organique (10 postes au Siège et 24 sur le terrain), 2 administrateurs auxiliaires dont les postes étaient financés par les Pays-Bas et le Japon, et 19 administrateurs recrutés sur le plan national.
12. Les achats de produits alimentaires sont aussi effectués par des coordonnateurs des achats, qui remplissent souvent d'autres fonctions en parallèle. Les postes financés au titre des coûts d'appui directs sont laissés à la discrétion des directeurs de pays, qui prennent en considération les niveaux de ressources et les autres besoins en personnel. Le tableau 3 présente la répartition actuelle des postes de fonctionnaires internationaux et nationaux chargés des achats de produits alimentaires sur le terrain.

TABLEAU 3: PERSONNEL CHARGÉ DES ACHATS DE PRODUITS ALIMENTAIRES SUR LE TERRAIN AU 31 DÉCEMBRE 2011

Administrateurs recrutés sur le plan international				Administrateurs recrutés sur le plan national	
Bureau régional	Classe	Bureau de pays	Classe	Bureau de pays	
ODB	P-4	Afghanistan	P-4	Bangladesh	
ODB	P-3	Afghanistan	P-3	Cambodge	
ODC	P-3	République démocratique du Congo	P-4	Cameroun	
ODD	P-4	République démocratique du Congo	P-2	République démocratique du Congo	
ODJ	P-4	Éthiopie	P-4	Éthiopie (2)	
ODJ	P-3	Tchad	P-3	Ghana	
ODN	P-4	Kenya	P-3	Inde	
ODPC	P-4	Libéria*	P-2	Indonésie	
ODS	P-4	Malawi*	P-2	Kenya (2)	
		Mali*	P-2	République démocratique populaire lao	
		Mozambique*	P-3	Myanmar	
		Pakistan	P-4	Pakistan	
		Rwanda*	P-2	Rwanda	
		Ouganda	P-4	Soudan du Sud	
		Soudan du Sud	P-3	Soudan	
				Sénégal	
				Ouganda	
Total partiel	9	Total partiel	15		
TOTAL: 24				TOTAL: 19	

* Financé au titre de l'initiative Achats au service du progrès

ODB: Bureau régional de Bangkok (Asie)

ODC: Bureau régional du Caire (Moyen-Orient, Afrique du Nord, Asie centrale et Europe orientale)

ODD: Bureau régional de Dakar (Afrique de l'Ouest)

ODJ: Bureau régional de Johannesburg (Afrique australe)

ODN: Bureau régional de Nairobi (Afrique orientale et centrale)

ODPC: Bureau régional de Panama (Amérique latine et Caraïbes)

ODS: Bureau régional pour le Soudan

FAITS SAILLANTS

Mécanisme d'achat anticipé

13. Le Mécanisme d'achat anticipé est un fonds de roulement doté de 150 millions de dollars, qui permet au PAM d'acheter des vivres à l'avance afin d'approvisionner sans interruption ceux qui en ont besoin et de réduire les délais d'intervention dans les situations d'urgence.

14. En 2011, le Mécanisme d'achat anticipé a été utilisé pour acheter 390 000 tonnes de produits alimentaires et réduire les délais de livraison dans une proportion allant jusqu'à 42 jours.

Achats au service du progrès

15. En 2011, dans le cadre du programme pilote Achats au service du progrès, le PAM a conclu des marchés pour 55 000 tonnes de produits alimentaires, pour une valeur de 26 millions de dollars, soit 50 pour cent de moins qu'en 2010, principalement en raison de la sécheresse dans la corne de l'Afrique et des inondations en Amérique centrale. En 2011, les achats effectués au titre de ce programme ont représenté 10 pour cent des achats locaux effectués par le PAM dans les 21 pays pilotes de l'initiative et 3 pour cent des achats de produits alimentaires effectués dans des pays en développement.
16. Depuis le lancement de ce programme pilote, le PAM a conclu des marchés pour un volume de 203 000 tonnes de produits alimentaires, soit directement auprès d'organisations paysannes et de petits et moyens négociants, soit par le biais de structures de commercialisation novatrices, comme les bourses de marchandises et les systèmes de récépissés d'entrepôt. Les organisations paysannes ont fourni 65 pour cent de ce volume, les bourses de marchandises et les systèmes de récépissés d'entrepôt 26 pour cent, les négociants 8 pour cent et les transformateurs 1 pour cent.
17. Le PAM a conçu lui-même certaines modalités de ce programme, comme les appels d'offres favorables aux petits exploitants, les contrats directs et les contrats à terme, pour aider les petits exploitants agricoles à vendre leurs produits. Cinquante-cinq pour cent des produits alimentaires achetés au titre de l'initiative Achats au service du progrès l'ont été dans le cadre d'un appel d'offres. Le PAM suit également une nouvelle approche, qui consiste à avoir recours à des contrats de livraison à terme: 14 000 tonnes de vivres ont été achetées par le biais d'initiatives pilotes au Burkina Faso, en Éthiopie, au Kenya, au Mali, au Mozambique et au Soudan du Sud; ces initiatives prévoient également le renforcement des capacités locales en matière de fabrication de produits transformés à partir de matières premières fournies par des agriculteurs à faible revenu.
18. Les meilleures pratiques découlant de ces initiatives pilotes contribueront à modifier le modèle suivi par le PAM en matière d'achat de produits alimentaires, dans le but de mieux appuyer le développement agricole des petites exploitations. On procède actuellement à un examen des procédures opératoires afin de déterminer comment les procédures du PAM pourraient aider les petits exploitants, par exemple en accélérant les paiements et en réduisant les démarches administratives. Les liens entre les organisations paysannes et le Mécanisme d'achat anticipé sont également examinés. En achetant 10 pour cent des produits alimentaires dont il a besoin chaque année par le biais du programme Achats au service du progrès, le PAM pourrait consacrer 100 millions de dollars supplémentaires aux agriculteurs à faible revenu.

Initiatives relatives à la sécurité sanitaire des aliments et à l'assurance qualité

19. En 2011, le PAM a continué d'améliorer la gestion de la qualité et de la sécurité sanitaire des aliments, en veillant notamment à:
- améliorer les produits pour répondre aux attentes des bénéficiaires, des partenaires coopérants et des gouvernements hôtes: l'importance accordée par le PAM à la lutte contre la malnutrition impose de prêter tout particulièrement attention aux aliments composés enrichis fragiles, et en 2011, la mise en place d'usines de production locales

a permis d'améliorer le conditionnement, la durée de conservation et l'acceptabilité de ces aliments;

- revoir les spécifications concernant les produits alimentaires à la lumière des normes internationales et des réglementations nationales afin de tenir compte de la diversification des ingrédients disponibles localement susceptibles d'être utilisés par les usines de production;
- appliquer certains critères de qualité et de sûreté lors de la sélection des transformateurs, des fournisseurs et des négociants de produits alimentaires, des sociétés d'inspection et des laboratoires, qui sont désormais évalués sur la base de questionnaires et d'audits; en 2011, l'attention s'est portée sur l'Afrique australe et orientale;
- assurer formation et sensibilisation à la sécurité sanitaire et à la qualité des aliments, à l'intention:
 - ◇ du personnel du PAM — il s'agit notamment de dispenser une formation dans les domaines suivants: i) principes régissant la qualité et la sécurité sanitaire des aliments; ii) prévention et gestion des problèmes relatifs à la logistique et aux achats; iii) gestion des problèmes touchant la sécurité sanitaire des aliments; iv) analyse de la qualité; v) généralisation de l'approche de la filière d'approvisionnement mise en œuvre en 2010; et vi) modes de transformation des produits alimentaires destinés au PAM;
 - ◇ des fournisseurs de produits alimentaires et des sociétés d'inspection — il faut notamment renforcer les capacités touchant les activités essentielles et évaluer les besoins en matière de supports de formation; et
 - ◇ des petits exploitants agricoles — il s'agit ici notamment de renforcer les capacités d'analyse de la qualité des aliments en utilisant le kit "Boîte bleue", dans le cadre d'une initiative adoptée à ce jour par cinq pays; et
- élaborer la version définitive de deux modules logiciels de gestion de la qualité: le module de communication en ligne des rapports de laboratoire concernant les produits alimentaires et le module de gestion des fournisseurs, qui permettent au PAM de contrôler en temps réel la qualité des aliments achetés, de prendre des mesures correctives en cas de besoin et d'évaluer les prestations des fournisseurs. Les deux autres modules concernent la gestion documentaire et la gestion des incidents touchant les produits alimentaires.

Carte des achats de produits alimentaires en 2011

20. L'édition 2011 de la carte des achats de produits alimentaires fait apparaître les produits achetés, leur pays d'origine et leurs destinations; les couleurs correspondent aux catégories de pays établies par le Comité d'aide au développement en fonction du revenu national. La carte interactive peut être consultée à l'adresse suivante: <http://www.wfp.org/procurement>.

Achats pour le compte de gouvernements

21. Le PAM aide les gouvernements de la Colombie, de la République dominicaine, de l'Équateur, d'El Salvador, du Honduras et de l'Inde à acheter les produits alimentaires destinés à leurs programmes de protection sociale. Ce système, financé par les contributions des gouvernements, est géré au moyen de fonds d'affectation spéciale. Les politiques et procédures du PAM en matière de passation de marchés sont appliquées; dans toute la mesure possible, on a recours à des appels d'offres et à l'enrichissement des

aliments, et l'on veille à la sécurité sanitaire des aliments et à l'assurance qualité. En 2011, le PAM a acheté pour le compte de gouvernements 37 000 tonnes de produits alimentaires, pour une valeur de 34 millions de dollars.

Perfectionnement professionnel

22. Alors que le PAM passe de l'aide alimentaire à l'assistance alimentaire, ses besoins en matière d'achats évoluent et les compétences du personnel chargé des achats augmentent. Le PAM doit donc impérativement s'attacher à renforcer et maintenir ses capacités techniques dans le domaine des achats à l'échelon international.
23. En 2010 et 2011, la Division des achats a utilisé les ressources allouées dans le cadre d'une subvention en faveur de l'initiative Achats au service du progrès pour renforcer ses capacités techniques en matière d'achats de produits alimentaires, ce dans le but d'améliorer les compétences dans le domaine des achats de produits alimentaires traditionnels et d'acquérir de nouvelles compétences concernant l'analyse des marchés et des prix aux échelons local et régional. La Division a également décidé de nouer un partenariat avec le Programme des Nations Unies pour le développement en vue de normaliser les activités sur la base du programme de certification et de formation à la passation de marchés publics de celui-ci, afin que le PAM dispose lui aussi d'un programme de ce type qui soit facilement accessible aux fonctionnaires de tous les bureaux régionaux pour un coût raisonnable.
24. En 2011, on a entrepris de porter le niveau de professionnalisme du personnel des achats au niveau de celui qui existe dans d'autres domaines d'activités du PAM, en raison notamment des risques encourus et de la priorité accrue accordée aux produits spécialisés.